COLLOQUE INTERNATIONAL PATRIMONIALISATION ET DÉVELOPPEMENT

dans la Caraïbe et les Amériques

CAYENNE (Guyane française), les 02, 03 et 04 MARS 2011

Organisé par :

L'Université des Antilles et de la Guyane:

CRILLASH avec le CADEG (Centre d'Archives des Documents Ethnographiques de la Guyane)

CEREGMIA (Centre d'Etude et de Recherche en Economie,Gestion, Modelisation et Informatique Appliquée)

CERJDA (Centre d'Etudes et de Recherches Juridiques en Droit des Affaires)

En collaboration avec l'Université de Poitiers

Centre de Recherches Latino Américain (CRLA-ARCHIVOS-UMR 8132-CNRS)

Et l'Université de Nancy 2 (Vidéoscop)

Sous la direction scientifique du professeur Serge Mam Lam Fouck

Coordination: Diana RAMASSAMY et Claudine SALINIERE
Contact : diana.ramassamy@martinique.univ-ag.fr
claudine.saliniere@martinique.univ-ag.fr

http://www.colloque-patrimonialisation-guyane.com

Appel à communications

L'Université des Antilles et de la Guyane et les partenaires nommés ci-dessus proposent un colloque international et interdisciplinaire comme lieu de rencontre de chercheurs autour des processus de patrimonialisation au regard de la construction et du développement des territoires continentaux et insulaires des Amériques et de la Caraïbe.

Le patrimoine, en ses définitions, en sa construction, et ses modalités d'application, notamment par le moyen des politiques de sauvegarde, de conservation, de valorisation qui sont déployées, constituent des processus de "patrimonialisation". Processus social complexe, "la patrimonialisation" interroge les jeux des acteurs, les formes et les logiques du "patrimonial" au regard des dynamiques territoriales tout en posant les questions des stratégies d'appropriation et de dépossession de l'espace.
Longtemps envisagé comme un instrument de conservation, puis comme un élément de constitution des nations, le patrimoine est désormais examiné comme une ressource pour la construction et le développement des territoires. Ce colloque partira du paradigme que le patrimoine peut être appréhendé comme une ressource qui prend son sens dans les synergies qui se créent à l'échelle territoriale.
Pour les sciences sociales, le terme «patrimoine» possède plusieurs acceptions parfois antinomiques. Son sens premier de construction juridique renvoie aux actifs et aux passifs que possède un individu tandis que son sens second renvoie à un patrimoine collectif. Dans ce dernier cas, le patrimoine n'est plus considéré comme une série d'objets mais comme un rapport social. Dans les territoires continentaux et insulaires des Amériques, le patrimoine est considéré à la fois comme un outil de la dimension locale des politiques de développement, une ressource, un support d'identification et de transmission.
Les échanges qui auront lieu pourraient considérer le paradigme du patrimoine comme ressource, qui trouve son sens dans les synergies qui se créent à l'échelle territoriale. Le patrimoine peut ainsi constituer une ressource indéniable. Sa mobilisation manifeste l'apparition de modes de développements spécifiques (développement durable, développement patrimonial, développement local…). La mise en perspective patrimonialisation/développement constitue alors un outil intéressant pour les territoires concernés, en vue d'une mise en commun des politiques de développement et d'une réflexion sur les enjeux idéologiques qui les sous-tendent.

Ce colloque s'articule autour de cinq thématiques qui mettent en relief la transversalité des domaines disciplinaires (histoire,géographie,littérature, anthropologie, économie, droit et politique) intervenant dans des dynamiques d'utilité sociale et de développement.

Panel 1: Dynamiques spatiales et enjeux territoriaux des processus de patrimonialisation.

Les espaces peuvent sous certaines conditions acquérir le rang de patrimoine et/ou de territoire. Pour la patrimonialisation comme pour la territorialisation, ces processus passent par la même étape «d'adoption», à l'issue de laquelle « le groupe qui se l'approprie (le territoire ou le patrimoine), non seulement en comprend la signification, mais encore s'identifie à travers lui ».
La mise en perspective du double processus territorialisation/ patrimonialisation renseignera sur les enjeux et les conflits qui animent la gestion, l'exploitation des ressources naturelles. Par exemple, en Guyane, le conflit entre la politique de protection des terres et forêts et les intérêts des populations autochtones connaît une acuité particulière. Quels moyens d'appropriations doivent être privilégiés: propriété privée contre droit d'usage ou propriété collective ?

Ce panel interrogera la pertinence de la notion du «patrimonial» pour analyser les mutations, les perceptions, et les pratiques qui entourent les espaces et les territoires naturels. Quelles sont les trajectoires géographiques d'espaces qui font à la fois l'objet de logiques de patrimonialisation et de développement ?

Panel 2 : Patrimoine matériel et immatériel : aspects juridiques et politiques, questions de droit.

Quels droits, quelles politiques doivent encadrer la patrimonialisation dans un objectif de développement des territoires ?

Ici on interrogera la notion juridique de patrimoine, ainsi que les nouvelles formes de patrimonialisation (patrimonialisation de l'image, propriété littéraire et artistique, propriétés collectives). Il s'agira aussi d'expliciter les politiques culturelles et patrimoniales et leur pertinence au regard du développement (politiques de protection culturelle, politiques patrimoniales et développement). Il est également important de s'interroger sur la pertinence des dispositifs juridiques de protection du patrimoine et de mise en valeur (droit et protection du patrimoine naturel et culturel : savoirs traditionnels de la biodiversité, événements culturels, espaces protégés, archives, bibliothèques, musées, dépôt légal, archéologie, monuments historiques, propriété collective, urbanisme et développement/fiscalité de l'art).

Panel 3: Lieux et enjeux du patrimoine : histoire-mémoire-écriture.

Alors que le temps singularise l'événement et l'identifie, l'espace en fixe la mémoire en l'ancrant dans un ou des lieux. Le territoire prend forme autour de cette rencontre de l'espace et du temps qui s'expriment particulièrement dans les toponymes, noms donnés aux lieux pour les faire sortir de leur anonymat, les singulariser et, ainsi, les faire entrer dans la mémoire et dans une Histoire. Le territoire prend sens pour ceux qui l'habitent. La mémoire mise en espace s'inscrit dans cette dimension immatérielle du territoire. Cette territorialisation de la

mémoire associée à des questions identitaires suscite à la fois un sentiment de rupture et de continuité avec le passé. Des contradictions et des crispations qui témoignent à leur tour du rapport complexe entre la mémoire, l'identité collective, l'histoire, les discours et l'altérité.
Le patrimoine est un discours, il participe d'un principe narratif, qui raconte les mythes originels, qui décrit les épopées fondatrices et les grands moments historiques d'un groupe ou d'un territoire. Le patrimoine invite à se projeter dans l'avenir, à formuler un projet collectif. (Di Méo, 2005) Quels sont les "lieux" porteurs de sens, de mémoire(s) et d'identité(s) ? Quelles mémoires, pour quelles valeurs ? Locales, régionales nationales ?

Ce panel reliera le passé, la mémoire, les formes d'écritures et leurs possibles intégrations comme moteurs de développement pour les territoires.

Panel 4: La diffusion numérique du patrimoine culturel immatériel, les systèmes d'informations patrimoniales, enjeux économiques et politiques.

Il est désormais admis que la diffusion numérique du patrimoine peut contribuer au rayonnement international. Les réseaux deviennent des lieux de compétition économique et stratégique entre les pays. L'Amérique du Nord, par exemple, a fait le choix de mettre en ligne des corpus très importants. Nos territoires qui disposent d'un patrimoine particulièrement riche peuvent diffuser en réseaux avec des ambitions aussi bien culturelles, stratégiques et économiques. Cette dynamique pourrait concourir au progrès d'un secteur privé d'édition culturelle compétitif en mettant à sa disposition une matière première numérisée variée, en lui offrant un cadre juridique pertinent.

Fondé sur le savoir des hommes, le patrimoine culturel immatériel repose sur une fragilité que les chercheurs tentent de contourner au moyen des nouvelles technologies. La numérisation est un moyen de conservation des œuvres et permet d'éviter aux documents les plus fragiles les dégradations d'un usage répété. Inventaires, bases de données, médiathèques, comment conserver et sous quelles formes ? Comment protéger les œuvres et leurs auteurs des appropriations illégitimes, du piratage ? Les œuvres culturelles sont-t-elles uniquement des biens marchands ou les politiques culturelles doivent-elles assurer des espaces culturels communs gratuits ?

Panel 5 : Tourisme, patrimoine et développement.

Le tourisme constitue un secteur important de l'économie du patrimoine. Le tourisme international génère selon l'ICOMOS plus 700 milliards par an. Les Amériques et la Caraïbe disposent de ressources culturelles et naturelles d'une grande diversité, dont l'exploitation et la mise en valeur sont susceptibles de soutenir efficacement leur développement au travers des activités touristiques, muséologiques et scientifiques.

Ce panel propose d'observer la relation instaurée entre patrimoine et tourisme, entre patrimonialisation et logique de l'activité touristique. Dans ce cas de figure, quels sont les jeux et les enjeux ? Comment concilier sauvegarde et utilisation économique du patrimoine ? Quelle est l'incidence de la propriété intellectuelle et des nouvelles technologies sur le développement du tourisme ?

Objectifs généraux:

Contribuer à l'approfondissement de connaissances pluridisciplinaires sur les dynamiques des territoires, en faisant notamment appel à l'expérience acquise (en France en particulier, en Europe en général, dans la Caraïbe et dans les Amériques) en matière d'étude de la relation entre patrimonialisation et développement.

Créer ou renforcer des réseaux de chercheurs intéressés aux problématiques évoquées lors du colloque.

Les intervenants et le public :

Les intervenants : enseignants-chercheurs, chercheurs et professionnels des domaines concernés.

Le public : parlementaires, représentants élus des collectivités territoriales, des chambres consulaires, représentants des formations politiques et syndicales, professionnels de la culture et du patrimoine, des médias, représentants d'associations, chefs d'entreprises, étudiants...

Modalités de soumission des communications:

Date limite de soumission : 15 septembre 2010

Les propositions de communications sur deux pages adopteront la présentation suivante :

. le titre de la communication
. 20 lignes de description scientifique
. le panel dans lequel s'inscrit la contribution
. les mots clés
. une brève présentation de l'auteur, 50-70 mots et des renseignements administratifs sur le ou les auteur(s), titre, adresse, mail, affiliation institutionnelle.

Les documents enregistrés au format (.doc), police Times, taille 12, alignement justifié, interligne 1,5, seront envoyés par courriel avant le 15 septembre 2010 aux deux adresses suivantes :

- diana.ramassamy@martinique.univ-ag.fr

- claudine.saliniere@martinique.univ-ag.fr

Vous êtes priés de remplir le formulaire d'inscription en ligne.

Langues : Français, Anglais, Espagnol, Portugais

Les auteurs dont les communications auront été retenues par le comité scientifique recevront une notification d'acceptation au 01er novembre 2010 et devront retourner leur article complet avant le 15 décembre 2010. Les normes rédactionnelles seront indiquées lors de la notification.

Une publication est prévue dans un numéro de la revue Etudes Caribéennes. Le comité scientifique de la revue établira le choix des articles à publier selon les critères habituels de la revue.

Site web :

http://www.colloque-patrimonialisation-guyane.com

Comité Scientifique : Liste provisoire

Fred CÉLIMÈNE (Professeur, Economie, UAG)
Guy DI MÉO (Professeur, Géographie, Université de Bordeaux 3)
Monique DESROCHES (Professeur, Ethnomusicologie,Université de Montréal, Canada)
Constancia LIMA DUARTE (Professeur, Littérature, Université de Minas Gerais)
Olivier DEHOORNE (MCF, Géographie,UAG)
Kathleen GYSSELS (Professeur, Université d'Anvers, Belgique)
René KIMINOU (MCF, Droit, UAG)
Ria LEMAIRE-MERTENS (Professeur, Littérature,Université de Poitiers)
Serge MAM LAM FOUCK (Professeur, Histoire, UAG)
Corinne MENCÉ-CASTER (Professeur, Langues et Littératures romanes, UAG)
Fernando MORENO (Professeur, Littérature, Université de Poitiers)
Joël RABOTEUR (MCF, Economie, UAG)
Pascal SAFFACHE (Président, Géographie, UAG)
Dominique VERDONI (Professeur, LCR, Université de Corse)
Georges VIRASSAMY (Professeur, Droit, UAG)
Michel VIVANT (Professeur, Sciences-Po Paris)

Comité d'Organisation:

Alexandre ALARIC (UAG)
Apollinaire ANAKESA (UAG)
Fabian BLANCHARD (IFREMER)
Guylène (CHONVILLE (UAG)
Martine COADOU (UAG)
Sylvie COLLA (Université de Poitiers)
Vijonet DEMERO (Université d'Haïti)
Renuka DEVI NAIDU VOISSET (UAG)
Florence DUCREAU (Vidéoscop-Université de Nancy 2)
Christina MANESCHY (Université de Bélém)
Francisca PEREIRA DOS SANTOS (Université Fédéral do Ceara-Brésil)
Diana RAMASSAMY (UAG)
Claudine SALINIÈRE (UAG)